



Le Venezuela, pivot d'un nouvel internationalisme?

Par [Prof Michael Hudson](#) et [The Saker](#)

Mondialisation.ca, 19 février 2019

michael-hudson.com 7 février 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Entretien du Saker avec Michael Hudson sur le Venezuela, le 7 février 2019.

Préambule : La vraie nature de l'économie vénézuélienne suscite de nombreuses controverses, à savoir si les réformes et les politiques d'Hugo Chavez et de Nicholas Maduro furent cruciales pour le peuple du Venezuela ou complètement erronées et ont précipité les crises actuelles. Tout un chacun semble avoir une opinion très arrêtée à ce sujet. Mais pas moi, tout simplement parce que je n'ai pas l'expertise pour avoir de tels avis. J'ai donc décidé de demander à l'un des économistes indépendants les plus en vue, Michael Hudson, pour qui j'ai un immense respect et dont les analyses – compris celles qu'il a co-écrites avec Paul Craig Roberts – semblent être les plus crédibles et les plus honnêtes qui soient. Paul Craig Roberts considère en effet que Hudson est le « meilleur économiste au monde » !

Je suis profondément reconnaissant à Michael pour ses réponses qui, je l'espère, contribueront à une compréhension honnête et objective de ce qui se passe réellement au Venezuela.

The Saker

Le Saker : *Pouvez-vous résumer l'état de l'économie du Venezuela lorsque Chavez est arrivé au pouvoir ?*

Michael Hudson : Le Venezuela était une mono-industrie du pétrole. Ses recettes d'exportation ont été largement consacrées à l'importation de produits alimentaires et autres nécessités qu'elle aurait pu produire chez elle. Son commerce était fait en grande partie avec les États-Unis. Malgré sa richesse pétrolière, il a donc augmenté sa dette extérieure.

Depuis le début, les compagnies pétrolières américaines ont craint que le Venezuela utilise un jour ses revenus pétroliers pour le bénéfice de sa population au lieu de laisser l'industrie pétrolière américaine et son aristocratie *compradore* locale siphonner sa richesse. Ainsi, l'industrie pétrolière – soutenue par la diplomatie américaine – a tenu le Venezuela en otage de deux manières.



Réserves de pétrole prouvées par Etat

Tout d'abord, les raffineries de pétrole n'ont pas été construites au Venezuela, mais à Trinidad et dans les États du sud de la côte américaine du Golfe. Cela a permis aux sociétés

pétrolières américaines – ou au gouvernement américain – de laisser le Venezuela sans les moyens de « *se débrouiller seul* » et de mener une politique indépendante avec son pétrole, car il avait besoin de raffineries. Il n'est pas utile d'avoir des réserves de pétrole si vous ne parvenez pas à raffiner cette huile pour qu'elle soit utilisable.

Deuxièmement, les banquiers centraux du Venezuela ont été convaincus de nantir leurs réserves de pétrole, et tous les actifs du secteur pétrolier de l'État – y compris [Citgo](#) – en garantie de sa dette extérieure. Cela signifiait que si le Venezuela faisait défaut – ou était contraint à la faillite par des banques américaines refusant de payer en temps voulu sa dette extérieure – les détenteurs d'obligations et les grandes compagnies pétrolières américaines seraient légalement en mesure de prendre possession des avoirs pétroliers vénézuéliens.

Ces politiques pro-américaines ont fait du Venezuela une oligarchie latino-américaine typiquement polarisée. Bien qu'il soit théoriquement riche en pétrole, sa richesse était concentrée dans les mains d'une oligarchie pro-américaine qui a laissé piloter son développement national par la Banque mondiale et le FMI. La population autochtone, en particulier sa minorité raciale rurale ainsi que la sous-classe urbaine, n'étaient pas autorisés à partager les richesses pétrolières du pays. Le refus arrogant de l'oligarchie de partager la richesse, voire de rendre le Venezuela autosuffisant, a fait de l'élection de Hugo Chavez un résultat naturel.

Le Saker : Pouvez-vous décrire les différentes réformes et changements introduits par Hugo Chavez ? Qu'est-ce qu'il a bien fait et qu'est-ce qu'il a mal fait ?

Michael Hudson : Chavez a cherché à établir une économie mixte au Venezuela, en utilisant les revenus de son gouvernement – principalement du pétrole, pour développer l'infrastructure et les dépenses nationales en soins de santé, en éducation et en emplois, afin d'améliorer le niveau de vie et la productivité de sa base électorale.

Mais il a été incapable d'empêcher les détournements de fonds et le pillage des revenus du secteur pétrolier. Et il a été également incapable d'arrêter la fuite des capitaux de l'oligarchie, qui a transféré ses richesses en fuyant à l'étranger.

Ce n'était pas « *erroné* ». Il faut simplement beaucoup de temps pour réformer une économie – alors que les États-Unis ont eu recours à des sanctions et à des « *manœuvres malhonnêtes* » pour mettre fin à ce processus.

Le Saker : Quelles sont, à votre avis, les causes de la crise économique actuelle au Venezuela – est-ce principalement dû aux erreurs de Chavez et Maduro ou est-ce le sabotage, la subversion et les sanctions des États-Unis ?

Michael Hudson : Il n'y a aucun moyen pour que Chavez et Maduro aient pu mener une politique pro-vénézuélienne visant à obtenir l'indépendance économique sans susciter la fureur, la subversion et les sanctions des États-Unis. La politique étrangère américaine reste autant axée sur le pétrole que lorsqu'elle avait envahi l'Irak sous le régime de Dick Cheney. La politique américaine consiste à considérer le Venezuela comme un prolongement de l'économie américaine, enregistrant un excédent commercial grâce au pétrole qui doit être dépensé aux États-Unis ou transféré à des banques américaines.

En imposant des sanctions qui empêchent le Venezuela d'avoir accès à ses dépôts

bancaires américains et aux actifs de sa société publique [Citgo](#), les États-Unis empêchent le Venezuela de payer sa dette extérieure. C'est le forcer à la faillite, ce que les diplomates US espèrent, comme excuse pour saisir les ressources pétrolières du Venezuela et s'emparer de ses avoirs extérieurs, à l'instar du fonds de couverture Paul Singer qui visait les avoirs extérieurs de l'Argentine.

Tout comme la politique américaine sous Kissinger était de faire « *souffrir l'économie* » du Chili, les États-Unis suivent la même voie contre le Venezuela. Ils utilisent ce pays comme un « *exemple* » pour avertir les autres pays qu'ils ne doivent pas agir pour leurs intérêts propres, de façon à permettre le siphonnage de leurs excédents économiques par des investisseurs américains.

The Saker : Selon vous, que devrait faire ensuite Maduro – en supposant qu'il reste au pouvoir et que les États-Unis ne le renversent pas – pour sauver l'économie vénézuélienne ?

Michael Hudson : Je ne peux penser à rien que le président Maduro puisse faire qu'il ne fasse pas déjà. Au mieux, il peut rechercher un soutien étranger – et démontrer au monde la nécessité d'un système financier et économique international alternatif.

Il a déjà commencé à le faire en essayant de retirer l'or du Venezuela de la Banque d'Angleterre et de la Réserve Fédérale. Cela se transforme en « *guerre asymétrique* », menaçant la sanctification de la norme du dollar dans la finance internationale. Le refus de l'Angleterre et des États-Unis d'accorder à un gouvernement élu le contrôle de ses avoirs extérieurs prouve au monde entier que les diplomates et les tribunaux américains peuvent, à eux seuls, contrôler les pays étrangers en tant que prolongement du nationalisme américain.

L'attaque économique contre le Venezuela par les États-Unis a donc pour prix la fracturation du système monétaire mondial. La démarche défensive de Maduro montre à d'autres pays qu'ils doivent éviter de devenir « *un autre Venezuela* » en trouvant un nouveau lieu sûr et un payeur fiable pour leur or, leur réserve de change et leur financement, loin des zones dollar, livre sterling et euro.

La seule façon pour Maduro de lutter avec succès est au niveau institutionnel, ce qui lui permet de « *sortir de la boîte* ». Son plan – bien sûr à long terme – consiste à aider à catalyser un nouvel ordre économique international indépendant de l'étalon dollar américain. Cela ne fonctionnerait à court terme que si les États-Unis étaient convaincus qu'ils peuvent émerger de cette lutte en tant que courtier financier honnête, avec un système bancaire fiable, et partisan de régimes démocratiquement élus. L'administration Trump détruit l'illusion plus complètement que ne le pourrait tout critique anti-impérialiste ou rival économique !

À plus long terme, Maduro doit également développer l'agriculture vénézuélienne, à peu près comme les États-Unis qui ont protégé et développé leur agriculture dans le cadre de la législation du *New Deal* des années 1930 : extension des services ruraux, crédit rural, conseils en semences, organisations nationales de commercialisation des récoltes, achat et fourniture de matériel agricole, et le même type de soutien des prix que les États-Unis utilisent depuis longtemps pour subventionner les investissements agricoles nationaux afin d'accroître la productivité.

The Saker : Qu'en est-il du projet d'introduction d'une crypto-monnaie basée sur le pétrole ?

Sera-ce une alternative efficace au Bolivar vénézuélien mourant ?

Michael Hudson : Seul un gouvernement national peut émettre une monnaie. Une « *crypto* » devise liée au prix du pétrole deviendrait un moyen de couverture, sujet aux manipulations et aux fluctuations de prix des vendeurs à terme et des acheteurs. Une monnaie nationale doit être basée sur la capacité d'imposition du pays, et les recettes pétrolières qui constituent la principale source d'impôts au Venezuela sont bloquées aux États-Unis. La position du Venezuela est donc semblable à celle du mark allemand suite à l'hyperinflation du début des années 1920. La seule solution implique un soutien à la balance des paiements. Il semble que le seul soutien de ce type puisse provenir de l'extérieur de la sphère du dollar.

La solution à toute hyperinflation doit être négociée diplomatiquement et soutenue par les autres gouvernements. Mon histoire du commerce international et de la théorie financière, *Trade, Development and Foreign Debt*, décrit le problème des réparations de l'Allemagne et comment son hyperinflation a été résolue par le [Rentenmark](#).

La taxe de rente économique du Venezuela proviendrait du pétrole, des sites d'immobilier de luxe, ainsi que des monopoles et des hauts revenus – principalement les revenus financiers et monopolistiques. Une telle politique fiscale et monétaire doit être encadrée par une logique. J'ai essayé d'expliquer comment atteindre l'indépendance monétaire et donc politique depuis un demi-siècle. La Chine applique cette politique le plus efficacement possible. Elle est capable de le faire car il s'agit d'une économie importante et autosuffisante, dotée d'un excédent d'exportation suffisant pour pouvoir payer ses importations de produits alimentaires. Le Venezuela n'est pas dans une telle position. C'est la raison pour laquelle il cherche l'aide de la Chine en ce moment.

Le Saker : Quelle aide apportent la Chine, la Russie et l'Iran et que peuvent-ils faire pour aider ? Pensez-vous que ces trois pays ensemble peuvent aider à contrer le sabotage, la subversion et les sanctions des États-Unis ?

Michael Hudson : Aucun de ces pays n'a actuellement la capacité de raffiner le pétrole vénézuélien. Cela rend difficile pour eux d'accepter un paiement en pétrole vénézuélien. Seul un contrat de fourniture à long terme, payé en avance, serait réalisable. Et même dans ce cas, que feraient la Chine et la Russie si les États-Unis saisissaient simplement leurs propriétés au Venezuela ou refusaient de laisser la compagnie pétrolière russe prendre possession de Citgo ? Dans ce cas, la seule solution serait de saisir les investissements américains dans leur propre pays à titre de compensation.

Au moins la Chine et la Russie peuvent fournir un mécanisme de compensation bancaire alternatif à SWIFT, afin que le Venezuela puisse contourner le système financier américain et empêcher ses avoirs d'être saisis à volonté par les autorités américaines ou les créanciers obligataires. Et bien sûr, ils peuvent sécuriser la plus grande partie de l'or que le Venezuela peut récupérer de New York et de Londres.

Pour l'avenir, la Chine, la Russie, l'Iran et d'autres pays doivent donc mettre en place un nouveau tribunal international chargé de statuer sur la crise diplomatique à venir et sur ses conséquences financières et militaires. Une telle cour – et la banque internationale associée, en tant qu'alternative au FMI et à la Banque mondiale contrôlés par les États-Unis – a besoin d'une idéologie claire pour définir un ensemble de principes de nationalité et de droits internationaux ainsi que le pouvoir de mettre en œuvre et d'appliquer ses jugements.

Les stratèges financiers américains auraient alors le choix : s'ils continuent à utiliser le FMI, la Banque mondiale, l'OIT et l'OTAN comme des prolongements d'une politique étrangère de plus en plus agressive, ils risquent d'isoler les États-Unis. L'Europe devra choisir entre rester un satellite économique et militaire américain, ou joindre son sort à celui de l'Eurasie.

Cependant, Daniel Yergin a rapporté dans le *Wall Street Journal* du 7 février que la Chine tentait de se protéger en ouvrant une négociation indirecte avec le groupe de Guaido, apparemment pour obtenir le même accord qu'elle avait négocié avec le gouvernement de Maduro. Mais un tel accord ne semble pas susceptible d'être honoré dans la pratique, étant donné l'animosité des États-Unis envers la Chine et la dépendance totale de Guaido au soutien secret des États-Unis.

The Saker : Le Venezuela a gardé une grande partie de son or au Royaume-Uni et de son argent aux États-Unis. Comment Chavez et Maduro pouvaient-ils faire confiance à ces pays ou n'ont-ils pas eu d'autre choix ? Existe-t-il des alternatives viables à New York et à Londres ou sont-elles toujours les « seules en ville » pour les banques centrales du monde ?

Michael Hudson : Il n'y a jamais eu de confiance réelle dans la Banque d'Angleterre ou la Réserve fédérale, mais il semblait impensable qu'elles refusent de permettre à un déposant officiel de retirer son propre or. La devise habituelle est « *Faites confiance, mais vérifiez* ». Mais le refus – ou l'incapacité – de la Banque d'Angleterre de laisser vérifier signifie que ce qui était auparavant impensable est maintenant arrivé : ces banques centrales ont-elles vendu cet or à terme auprès du *London Pool*, et à ses successeurs négociant sur le marché des matières premières; dans leur tentative de contenir le prix afin de maintenir l'apparence d'une norme solvable en dollars américains ?

Paul Craig Roberts a décrit le fonctionnement de ce système. Il existe des marchés à terme pour les devises, les actions et les obligations. La Réserve fédérale peut proposer d'acheter une action dans trois mois, par exemple à 10% de plus que le prix actuel. Les spéculateurs achèteront des actions, faisant monter les enchères, de manière à tirer parti de la promesse faite par « *le marché* » d'acheter les actions. Donc, au bout de trois mois, le prix aura augmenté. C'est en grande partie de cette manière que la « *Plunge Protection Team* » américaine a soutenu le marché boursier américain.

Le système fonctionne en sens inverse pour contenir les prix de l'or. Les banques centrales détenant de l'or peuvent se réunir et proposer de vendre de l'or à bas prix dans trois mois. Le « *marché* » se rendra compte qu'avec la vente d'or à bas prix, il ne sert à rien d'acheter plus d'or et d'augmenter son prix. Ainsi, le marché à terme façonne le marché actuel.

La question est de savoir si les acheteurs d'or – tels que les gouvernements russe et chinois – ont acheté tellement d'or que la Fed et la Banque d'Angleterre ont réellement dû « *honorer* » leurs ventes à terme et épuiser continuellement leur or. Dans ce cas, ils auraient « *vécu pour le moment* », en maintenant bas le prix de l'or aussi longtemps qu'ils le pouvaient, sachant qu'une fois que le monde aura retrouvé l'étalon de change or d'avant 1971 pour la compensation des déficits des balances intergouvernementales des paiements, les États-Unis seront à court d'or et ne pourront pas maintenir leurs dépenses militaires à l'étranger – sans parler de leur déficit commercial et du désinvestissement des étrangers sur leurs marchés boursier et obligataire. Mon livre sur le super-impérialisme explique pourquoi le fait de manquer d'or a mis fin à la guerre du Vietnam. La même logique s'appliquerait aujourd'hui au vaste réseau américain de bases militaires.

Le refus de l'Angleterre et des États-Unis de payer le Venezuela signifie que les réserves d'or officielles étrangères peuvent être tenues en otage par la politique étrangère des États-Unis et même par des jugements rendus par des tribunaux américains pouvant attribuer cet or à des créanciers étrangers, ou à quiconque engageant une action en justice, selon la loi américaine, contre ces pays.

Cette prise d'otages oblige maintenant d'autres pays à développer une alternative viable, d'autant que le monde se dédollarise et qu'un étalon or reste le seul moyen de limiter le déficit de la balance des paiements imputable aux forces armées des États-Unis ou de toute autre pays préparant une attaque militaire. Un empire militaire coûte très cher – et l'or est une contrainte « *pacifique* » sur les déficits induits par l'armée. J'énonce les détails dans mon livre *Super Imperialism : The Economic Strategy of American Empire (1972)*, mis à jour en *German as Finanzimperium (2017)*.

Les États-Unis ont surjoué leur donne en détruisant les fondements de l'ordre financier mondial centré sur le dollar. Cette décision a permis aux États-Unis d'être « *la nation exceptionnelle* » capable de gérer les déficits de sa balance des paiements et une dette extérieure qu'ils n'ont aucune intention – ni possibilité – de payer, affirmant que les dollars de leurs dépenses militaires « *approvisionnent* » les réserves des banques centrales des autres pays sous forme de prêts au Trésor américain, obligations et bons du Trésor, pour financer le déficit budgétaire et les dépenses militaires, ainsi que le déficit essentiellement militaire de la balance des paiements.

Étant donné que l'UE agit en tant que branche de l'OTAN et du système bancaire américain, cette alternative devrait être associée à l'Organisation de coopération de Shanghai et l'or devrait être conservé en Russie et/ou en Chine.

The Saker : Que peuvent faire d'autres pays d'Amérique latine tels que la Bolivie, le Nicaragua, Cuba et peut-être l'Uruguay et le Mexique pour aider le Venezuela ?

Michael Hudson : La meilleure chose à faire pour les pays voisins d'Amérique latine consiste à créer un moyen de promouvoir la dédollarisation et, avec elle, une institution internationale chargée de superviser la réduction des dettes qui dépassent la capacité des pays à rembourser autrement qu'en imposant l'austérité et en détruisant leurs économies.

Une alternative est également nécessaire pour la Banque mondiale qui consentirait des prêts en monnaie nationale, surtout pour subventionner les investissements dans la production alimentaire nationale afin de protéger l'économie contre les sanctions alimentaires étrangères – l'équivalent d'un siège militaire pour forcer la reddition en imposant la famine. Cette Banque mondiale pour l'accélération économique donnerait la priorité au développement de l'autonomie de ses membres, au lieu de promouvoir la concurrence à l'exportation tout en chargeant les emprunteurs d'une dette extérieure qui les exposerait au type de chantage financier que connaît le Venezuela.

En tant que pays catholique romain, le Venezuela pourrait demander l'aide papale pour une réduction de la dette et une institution internationale chargée de surveiller la capacité de payer des pays débiteurs sans imposer austérité, émigration, dépeuplement et privatisation forcée du domaine public.

Deux principes internationaux sont nécessaires. Premièrement, aucun pays ne devrait être obligé de payer sa dette extérieure dans une devise – telle que le dollar ou ses satellites –

dont le système bancaire peut interdire l'utilisation.

Deuxièmement, aucun pays ne devrait être obligé de payer une dette extérieure au prix de la perte de son autonomie nationale en tant qu'État : le droit de déterminer sa propre politique étrangère, de taxer et de créer sa propre monnaie, et de s'affranchir de la privatisation de ses actifs publics pour payer les créanciers étrangers. Une telle dette est un « *emprunt irrécouvrable* » qui reflète l'irresponsabilité du créancier ou, pire, l'acquisition pernicieuse de biens lors d'une saisie qui était l'objectif même du prêt.

Le Saker : Merci beaucoup d'avoir pris le temps de répondre à mes questions !

Article original en anglais :



[Venezuela as the Pivot for New Internationalism?](#)

Traduit par jj, relu par Cat pour le Saker Francophone

La source originale de cet article est michael-hudson.com
Copyright © [Prof Michael Hudson](#) et [The Saker](#), michael-hudson.com, 2019

Articles Par : [Prof Michael Hudson](#) et [The Saker](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca